

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

STTP : « Les conservateurs se moquent des droits des municipalités »

Pour diffusion immediate

Le 11 juin 2015

OTTAWA- Le syndicat qui représente les travailleurs et travailleuses des postes tient le gouvernement fédéral pour responsable de la décision rendue aujourd’hui relativement au règlement municipal de Hamilton visant les boîtes postales communautaires.

« Postes Canada et les conservateurs devraient être tenus pour responsables de ces compressions inutiles qui ont été imposées aux municipalités sans que celles-ci n'aient été consultées en bonne et due forme », a déclaré Mike Palecek, président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

Le plan de compressions de Postes Canada a reçu l’approbation des conservateurs. Cependant, à l’approche des élections fédérales, la situation pourrait changer, car les partis d’opposition ont promis de mettre fin aux compressions, et le NPD a promis pour sa part de rétablir le service de livraison du courrier à domicile.

« Il est indéniable que ces compressions seront un enjeu des prochaines élections, et la véritable date du verdict sera le 19 octobre », a affirmé Mike Palecek.

Depuis l’annonce, en 2013, des compressions de Postes Canada, près de 600 municipalités et organisations municipales, dont le caucus des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités, ont exprimé leurs préoccupations quant à la suppression de la livraison du courrier à domicile. Selon les estimations de la Ville de Hamilton, le passage aux boîtes postales communautaires coûterait à la Ville au moins deux millions de dollars uniquement en frais administratifs.

Le président national du STTP fait remarquer que le montant de deux millions de dollars est administratif et qu’il ne tient pas compte de l’entretien de ces boîtes, ni des dommages-intérêts à verser découlant d’accidents et de la dévaluation des propriétés, ni des conséquences sur l’économie locale de la disparition de bons emplois.

« Le plan des conservateurs consiste à s’en prendre aux services publics et à refiler les coûts aux municipalités. Les conservateurs se moquent des droits des municipalités, et il faut les arrêter. »

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec : Aalya Ahmad, services des communications du STTP ahmad@cupw-sttp.org ou 613-327-1177